

Marxisme et nationalisme (4) : Communisme et tiersmondisme, par João Bernardo

Les fascismes ont survécu au sein du tiers-mondisme, où ils se sont mêlés aux courants communistes dont le nationalisme les a conduits à soutenir ce mouvement sans restriction.

J'ai montré dans la première partie de cette série qu'Engels et Marx, dans de nombreuses analyses politiques, ont transformé la lutte des classes en une lutte entre des blocs de nations et souhaitaient orienter l'Association internationale des travailleurs dans cette direction. Dans les deuxième et troisième parties, j'ai montré que, en 1918, les dirigeants bolcheviques fixèrent un cap national à un processus révolutionnaire ayant une dimension supranationale. A partir de ce moment-là, l'Internationale communiste appliqua systématiquement cette ligne, ce qui eut des conséquences particulièrement tragiques en Allemagne.

Les implications de la stratégie nationaliste du communisme deviennent plus évidentes si l'on sait que la mobilisation du mouvement ouvrier pour insuffler au nationalisme dynamisme et vitalité sociale fut l'opération qui engendra le fascisme.

En Italie, entre 1908 et 1910, le théoricien et dirigeant politique nationaliste Enrico Corradini¹ proposa d'utiliser le radicalisme des syndicalistes révolutionnaires, disciples de Georges Sorel², pour redonner une nouvelle vigueur à un nationalisme que les conservateurs avaient laissé s'étioler. Il s'agissait, d'une part, de détourner la classe ouvrière de la lutte contre la bourgeoisie italienne en lui désignant comme ses principaux ennemis les pays riches, qui empêchaient, selon cette interprétation, le capitalisme italien d'atteindre une position internationale de premier plan. D'autre part, l'objectif était de convertir l'avant-garde de la classe ouvrière née des luttes sociales en une nouvelle élite et de la mettre au service des classes dirigeantes appauvries. Selon le modèle défendu par Pareto³, les syndicalistes constituaient une élite en devenir, capable de renverser la vieille école décadente et de revitaliser la nation. Prenant en compte les intérêts de la droite, Corradini eut une intuition géniale : il comprit la nécessité de la renouveler politiquement, en utilisant le prolétariat. Ce fut exactement cela le fascisme. Mussolini fit entrer dans le parti fasciste des masses de militants, mais Corradini lui fournit la formulation théorique fondamentale et la principale orientation stratégique, jusqu'à ce que, en mars 1923, l'Association nationaliste italienne, dirigée par Corradini, soit intégrée au Parti national fasciste.

Pendant que cela se passait en Italie, à l'autre bout du monde, au Japon, le socialiste Kita Ikki⁴ jeta également les bases du fascisme. Contrairement aux autres socialistes, Kita avait soutenu la guerre de

¹ Cf. le chapitre qui lui est consacré dans le livre de João Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, Éditions Ni patrie ni frontières, 2022 (NdT).

² Georges Sorel (1847-1922) : ingénieur travaillant pour l'État, il découvre le socialisme et la condition ouvrière à 45 ans. Dès lors, il se consacre à l'étude des questions historiques, politiques et philosophiques, flirte quelques années avec le marxisme, puis se tourne vers le syndicalisme révolutionnaire, tout en finissant par collaborer avec des intellectuels monarchistes de l'Action française, développer des sympathies pour le nationalisme et tenir des propos antisémites. Après la première guerre mondiale il soutint à la fois la révolution russe et le fascisme italien (NdT).

³ Vilfredo Pareto (1848-1923) : ingénieur, économiste et sociologue, il est beaucoup plus connu pour ses hypothèses économiques (on trouve une notice très élogieuse à son égard sur le site du ministère français de l'Économie et des Finances !) que pour ses positions politiques ultrarévolutionnaires. Il était farouchement hostile aux grèves et favorable au pouvoir d'une élite pour éviter la «décadence», ce qui l'amena très naturellement à soutenir Mussolini (NdT).

⁴ Kita Ikki (1883-1937): journaliste, conférencier, il se détourne rapidement du socialisme et essaie de bricoler une idéologie combinant un nationalisme japonais non ethnique (le Japon faisait partie, pour lui, du prolétariat international et il comptait mobiliser les Japonais de toutes origines), le soutien à l'empereur et à l'armée, le panasiatisme et le bouddhisme, ce qui en fait l'un des idéologues de l'extrême droite qu'il

1904 et 1905 contre la Russie, et il développa à partir de là un patriotisme de plus en plus radical. Tant dans ses écrits que dans sa pratique, Kita combina un nationalisme agressif avec un programme de réforme prévoyant une vaste étatisation de l'économie et de nombreux droits sociaux pour les travailleurs, y compris la réglementation des relations de travail. Cela permettrait de gagner le soutien du prolétariat urbain et des paysans pauvres à une politique qui assurerait la suprématie japonaise en Asie.

La mobilisation du mouvement ouvrier au service du nationalisme, transformant la lutte entre les classes en une lutte entre les nations, conduisit Corradini à formuler le concept de «*nation prolétaire*». «*Il y a des nations qui sont en condition d'infériorité par rapport à d'autres, tout comme il est des classes qui sont en condition d'infériorité par rapport à d'autres classes*⁵», écrivit-il en octobre 1910. «*L'Italie est une nation prolétarienne ; l'émigration le montre assez. L'Italie est le prolétaire du monde.*»

Le mot «prolétariat» définissait une classe sociale; il présupposait l'existence d'une scission entre les producteurs et ceux qui s'approprient la plus-value dans chaque pays. Au contraire, désigner une nation comme prolétaire, c'était la penser comme une collectivité majoritairement homogène, et nier son clivage en groupes antagonistes. Le passage de l'opposition de classe à la solidarité entre les classes fut le résultat immédiat de cette opération terminologique. Ces conjugaisons verbales prirent de nouvelles virtualités dans le cas de Kita Ikki, et dans son sillage dans tout le fascisme japonais. Tant la faction prônant un programme radical de réformes internes que la faction intérieurement plus conservatrice prônaient une politique étrangère qui combinerait deux caractéristiques : d'un côté, elle assurerait la suprématie complète du Japon en Asie orientale ; de l'autre, elle favoriserait les indépendances nationales au sein de la sphère d'influence japonaise, afin d'expulser définitivement de la région l'impérialisme européen et américain. Si Corradini avait conçu son pays comme une «nation prolétaire» qui voulait cesser de l'être, Kita et, dans son sillage, le reste du fascisme japonais conçurent un impérialisme anti-impérialiste paradoxal, c'est-à-dire un impérialisme japonais qui chasserait les impérialismes occidentaux.

Les idéologues et les propagandistes du fascisme présentèrent la Seconde Guerre mondiale comme une lutte des «*nations prolétaires*» contre les «*nations ploutocratiques*», ce qui, dans le cas du Japon, était également une affirmation du slogan «*l'Asie aux Asiatiques*». La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale, à la fois une réalité et un programme, devait inclure, outre le Japon, la Mandchourie et la Chine, les Indes orientales néerlandaises, l'Indochine française, les Philippines sous administration nord-américaine et la colonie portugaise du Timor ; et son expansion, à travers la Birmanie, visait l'Inde britannique et au-delà. Dans ce processus, l'imposition de l'hégémonie politique et économique japonaise au sein de la Sphère de coprosperité était indissociable de la promotion des indépendances nationales. «*Avec la proclamation officielle de ses aspirations en Asie, à laquelle s'associèrent les chefs fantoches des peuples assujettis, le Japon comptait accroître les appuis dont il disposait pour livrer des batailles annoncées comme décisives dans la guerre du Pacifique. Mais l'appareil organisationnel employé et même certains des termes utilisés indiquaient que les Japonais cherchaient avant tout à atteindre un objectif plus subtil*⁶», écrivit en 1945, avant la fin du conflit, Robert S. Ward, ancien fonctionnaire du consulat nord-américain à Hong Kong. «*Cet objectif est la prolongation de la lutte politique en Asie au-delà de la fin de la guerre actuelle.*»

Et un Français qui avait été interné dans un camp de prisonniers en Indonésie observa que «*les Japonais, bien qu'ils aient été vaincus au sens générique du terme, "gagnèrent la guerre" dans ce coin de l'Asie*⁷». Il est impossible, dans l'espace limité de cet article, de retracer, même très brièvement, l'histoire des indépendances nationales dans cette région du globe. Il suffit de dire que tout en administrant directement la Mandchourie et la Corée en tant que colonies, les envahisseurs japonais accordèrent l'indépendance, ou assurèrent une transition progressive vers l'indépendance, aux Philippines, aux Indes orientales néerlandaises, qui constituent l'Indonésie actuelle, à la Birmanie (ou Myanmar), et au Viêt Nam. Ils cherchèrent également à hâter l'indépendance de l'Inde en assurant un soutien militaire à Subhas

rejoint en 1920. Il est arrêté en 1936 puis exécuté l'année suivante pour avoir participé à une tentative de coup d'État militaire (NdT).

⁵ Cité dans Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste* [Fayard, 1989], Folio Gallimard, 2010, p. 294.

⁶ Cité dans Joyce C. Lebra (dir.) *Japan's Greater East Asia Co-Prosperity Sphere in World War II. Selected Readings and Documents*, Oxford University Press, 1975, p. 154.

⁷ Cité dans R. Holland, «Anti-Imperialism», dans I. C. B. Dear et M. R. D. Foot (dir.) *The Oxford Companion to the Second World War*,

Chandra Bose⁸ et à ses partisans, qui formèrent l'Armée nationale indienne et combattirent aux côtés des troupes japonaises aux frontières de l'Inde. Dans tous ces pays et régions, le fascisme militaire japonais mit au pouvoir ses coreligionnaires locaux lorsque cela était possible. Mais quand cela s'avéra impossible, elle préféra se tourner vers la gauche et même vers les communistes, comme ce fut le cas au Vietnam, si c'était le seul moyen d'assurer la suppression définitive des impérialismes occidentaux.

Pendant ce temps, dans un cadre géographique moins vaste et aussi avec moins de vigueur que leurs alliés japonais, les nazis promurent l'émancipation des peuples arabes contre le colonialisme britannique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les hommes politiques arabes, même s'ils n'étaient pas enthousiasmés par le fascisme dans leur propre pays, penchèrent généralement plus du côté de l'Axe que de celui des Alliés. La place la plus importante revint au mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini⁹, qui, après les émeutes de 1929, s'imposa comme le champion de la cause arabe en Palestine. Il mobilisa les soutiens dont disposaient Hitler et Mussolini dans la région et tenta de les organiser dans une action commune, mais ce fut surtout grâce à la présence de troupes en Afrique du Nord que les Allemands et les Italiens intervinrent dans le processus d'autodétermination. Lors des campagnes de 1941 et 1942, alors que Rommel s'approchait de l'Égypte et que les Britanniques semblaient irrémédiablement vaincus, tant le roi Farouk que les forces d'opposition qui allaient plus tard se rassembler dans le mouvement des Officiers libres souhaitaient tous assister à la victoire des nazis en tant que libérateurs. En Irak également, les dirigeants du Troisième Reich virent d'un très bon œil le coup d'État du 1^{er} avril 1941, grâce auquel le Premier ministre Rashid Ali el-Ghalani et ses colonels alliés déposèrent le régent et instaurèrent un régime antibritannique. Les troupes de l'Axe étaient trop éloignées et le soutien militaire allemand fut rare et tardif, ce qui permit aux Britanniques de réoccuper l'Irak au cours du mois de mai, mais, dans la mémoire de la population, la relation entre le mouvement d'indépendance et le national-socialisme ne disparut pas.

En Tunisie également, la présence des armées allemande et italienne contribua au processus d'indépendance. Malgré les contradictions entre les différentes forces fascistes et indépendantistes présentes dans cette colonie française, créant une situation trop compliquée pour que je puisse la décrire ici, il est certain que, lorsque l'avancée des Alliés contraignit l'Axe à abandonner la Tunisie, en mai 1943, l'organisation nationaliste s'était déjà consolidée et était capable de bouleverser la politique locale. L'indépendance de la Tunisie, que le gouvernement français fut obligé d'accorder en 1956, avait commencé une douzaine d'années plus tôt, dans la sphère du fascisme.

De même, après l'invasion de l'Algérie par les Alliés en novembre 1942, les autorités nationales-socialistes s'efforcèrent de mobiliser les immigrés algériens en France et cherchèrent à organiser des réseaux clandestins dans cette colonie, capables d'engager la lutte armée contre les nouveaux occupants. Sur ce plan, le projet s'avéra utopique. En effet, les aspirations des peuples du Maghreb à l'indépendance

⁸ Bose, Subhas Chandra (1897-1945) : président du Congrès national indien il doit en démissionner à la suite d'un différend politique avec Gandhi car il est sceptique sur la stratégie de la non-violence. Il crée le Bloc pour l'avenir de toute l'Inde en 1939. Pendant la seconde guerre mondiale, il s'oppose aux Britanniques, cherche le soutien de l'URSS, puis finalement celui de l'Allemagne nazie. Il est l'un des fondateurs de l'Armée nationale indienne, s'allie à Hitler et soutient la création en décembre 1941 d'une «Légion indienne» (ou «Indiens libres»), dont les membres sont recrutés parmi les prisonniers d'origine indo-pakistanaise faits par Rommel en Libye et par des étudiants indiens indépendantistes vivant en Allemagne, et formés en Allemagne. En 1943, lorsque Bose découvre que Hitler n'a pas l'intention de soutenir l'indépendance de l'Inde, il retourne sa veste s'allie aux Alliés contre les Japonais. Aujourd'hui Bose est considéré comme un héros, comme en témoignent les rues, les casernes et l'aéroport qui portent son nom. Il est une icône pour le parti ultranationaliste BJP au pouvoir entre 1998 et 2004, puis depuis 2014 (*NdT*).

⁹ Al-Husseini, Mohammed Amin (189?-1974): mufti (responsable de la communauté musulmane) de Jérusalem, entre 1921 et 1937, sous l'occupation britannique. S'opposant à l'immigration juive en Palestine, il lutte pour la création d'un État ou d'une fédération panarabe. En exil, entre 1937 et 1945, il se présente comme le représentant de la nation arabe et du monde musulman auprès de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Grâce à des programmes radio, il diffuse toute une propagande pour les pays de l'Axe nazi-fasciste, contre les Britanniques et contre les Juifs, et incite les musulmans à servir dans la Waffen-SS. Arrêté et placé en rétention en France en 1945, la police française le laisse «s'enfuir» en Égypte où il continua sa propagande antijuive puis anti-israélienne. (Cf. l'article de Chantal Metzger, «Amine Al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem, et le Troisième Reich», *Les Cahiers de la Shoah*, 2007/1 (n° 9), disponible sur Cairn.info (*NdT*).

avaient des racines anciennes, et ce n'était pas leur aspect principal, mais le soutien apporté par les nazis à l'indépendance algérienne laissa des traces durables.

La Seconde Guerre mondiale se termina par la défaite militaire des fascismes, mais ils survécurent au sein du tiers-mondisme, où ils se confondirent de manière perverse avec les courants communistes dont le nationalisme les conduisit également à soutenir sans réserve ce mouvement. Ba Maw¹⁰, qui dirigea le gouvernement birman sous la colonisation britannique et conduisit ensuite son pays à l'indépendance sous la tutelle du Japon, nota dans ses mémoires que, sans l'expérience préalable de la Sphère de coprosperité, il aurait été impossible de convoquer en 1955 la conférence de Bandung¹¹, qui marqua la maturité politique du tiers-mondisme avec la fondation du bloc des pays non alignés, c'est-à-dire les pays qui, pendant la guerre froide, avaient maintenu une position oscillante entre les Nord-Américains et les Soviétiques. Le président indonésien, Sukarno, fut le principal promoteur de cette conférence, à laquelle participa également le Premier ministre chinois, Chou En-lai. La collaboration entre ces deux personnages et entre les régimes qu'ils représentaient résume tout ce que j'ai écrit dans ces quatre articles. Chou En-lai fut le plus habile représentant du centre dans les disputes internes du communisme chinois, l'éternelle aiguille de la balance. Quant à Sukarno, il faut savoir que sa loyauté envers le fascisme japonais, qui l'avait mis au pouvoir et l'avait aidé à créer un appareil gouvernemental, était si grande que, durant les derniers jours de la guerre du Pacifique, alors que les bombes atomiques nord-américaines avaient déjà anéanti toutes les velléités de résistance japonaise, il s'obstinait encore à repousser la proclamation de l'indépendance, parce qu'il attendait qu'un haut fonctionnaire japonais vienne lui remettre formellement le pouvoir. La Conférence de Bandung réunit les communistes qui avaient converti la lutte de classe en lutte nationale et les nationalistes qui avaient été promus par le fascisme.

Maurice Bardèche, l'un des fascistes radicaux français les plus subtils, et qui fut d'ailleurs une personnalité importante du fascisme européen après 1945, insista sur le caractère fasciste du régime de Nasser, établi en Égypte à la suite du coup d'État militaire de juillet 1952. Quant au théoricien néo-fasciste italien Adriano Romualdi, bien qu'il ait circonscrit le fascisme à l'Europe et critiqué Bardèche pour avoir classé divers tiers-mondismes dans la catégorie des fascismes, il écrit : «*L'Égypte est le seul phénomène extra-européen que l'on pourrait définir, avec un peu de bonne volonté, comme "fasciste" parce que l'on y a effectivement cherché à greffer une mystique de l'ancienne culture arabe sur une discipline politique révolutionnaire*¹².» Faisant preuve d'une courageuse constance, pendant la guerre pour l'indépendance de l'Algérie, Bardèche reprocha aux néo-fascistes de son pays la réaction «sentimentale» qui les conduisit à se battre pour la présence de la métropole en Afrique du Nord, sans voir qu'ils défendaient ainsi également «*les intérêts de la démocratie ploutocratique*¹³.» «*Il faut choisir ses guerres*¹⁴», prévint Bardèche, et au lieu de cela, les néo-fascistes les ont toutes acceptées. «*Ils n'examinèrent pas si les nationalistes algériens n'appartenaient pas, en réalité, à ces forces qui veulent établir des régimes neufs et autoritaires, ne dépendant ni de Washington ni de Moscou*¹⁵.» L'idée implicite des avertissements de Bardèche était que, dans la guerre d'Algérie, le fascisme était peut-être du côté des indépendantistes.

Ce n'était pas seulement – ou même principalement – une question de personnes. Certes, Nasser avait subi l'influence du Parti national-socialiste arabe, démantelé par les Britanniques au début de la Seconde

¹⁰ Ba Maw (1893-1977): après avoir fait un doctorat en France sur le bouddhisme birman, il milite dans le mouvement nationaliste. Député en 1937 puis chef du gouvernement de la Birmanie sous tutelle britannique, il est arrêté en 1939 parce qu'il refuse de soutenir l'Angleterre. Libéré par les Japonais en 1942, il devient le Chef suprême de l'État de Birmanie en août 1943 mais est obligé de s'enfuir au Japon en mars 1944, quand Aug San se révolte contre les Japonais. Emprisonné en 1945 par les Alliés, il ne passe qu'une année en prison et reprend ses activités politiques en Birmanie, où il est de nouveau emprisonné entre 1962 et 1968. (1968 est l'année durant laquelle le putschiste Bo Ne Win, ex-chef d'état major des forces armées birmanes, renversa U Nu et dirigea le pays d'une main de fer jusqu'en 1988, en prônant une «Voie birmane vers le socialisme», mêlant nationalisme, marxisme à la sauce stalinienne et bouddhisme.) (NdT).

¹¹ Cf. Ba Maw, *Breakthrough in Burma. Memoirs of a Revolution, 1939-1946*, Yale University Press, 1968, p. 339.

¹² Cité dans Francesco Germinario, *Estranei alla democrazia. Negazionismo e antisemitismo nella destra radicale italiana*, Biblioteca Franco Serantini, 2001, p. 45.

¹³ *Qu'est-ce que le fascisme ?* Les Sept Couleurs, 1961, pp. 116

¹⁴ *Idem*, p. 119

¹⁵ *Idem*, pp. 116.

Guerre mondiale; quant à Anouar al-Sadate, qui succéda à Nasser à la présidence en 1970, il avait entretenu des relations avec les services d'espionnage nazis pendant la première moitié de 1942, jusqu'à son arrestation par la police britannique. Parmi les indépendantistes algériens, on peut également citer le parcours de Saïd Mohammedi¹⁶, qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, s'était porté volontaire pour combattre sur le front de l'Est contre les Soviétiques en tant que sergent dans une troupe fasciste, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme¹⁷, et s'était mis à la disposition des services secrets nazis pour mener des opérations de sabotage dans l'Algérie occupée par les Alliés. Après la guerre, il se retrouva ministre d'État dans le gouvernement provisoire algérien en exil et, une fois l'indépendance acquise, il dirigea plusieurs ministères et fut membre du Conseil de la Révolution.

Ces parcours individuels sont significatifs parce qu'ils expriment de vastes et profondes confluences politiques. Il s'agit surtout de régimes qui, au lieu de s'appuyer uniquement sur les couches sociales conservatrices, n'hésitent pas à mobiliser les travailleurs, en les utilisant pour des objectifs strictement nationalistes. Quand on prend conscience de l'influence exercée par le nassérisme sur les régimes arabes laïques durant la seconde moitié du XX^e siècle, notamment celui en place en Syrie et celui en Irak jusqu'à l'invasion américaine, on perçoit les implications de l'analyse de Bardèche, curieusement oubliée ou ignorée par la majeure partie de la gauche.

Ce qui se passa en Indonésie fut le meilleur – ou le pire – exemple des résultats du nationalisme communiste. Le Parti communiste indonésien était le troisième parti le plus important, après les partis soviétique et chinois. Au lieu de poursuivre une ligne indépendante, il mita toujours tout sur le soutien à Sukarno, jusqu'à ce qu'en 1965, l'armée, dirigée par Suharto, chasse Sukarno du pouvoir et lance une campagne anticomuniste qui entraîna le massacre d'un demi-million à un million de personnes et l'incarcération de beaucoup d'autres dans des camps de concentration. Cette catastrophe eut des répercussions majeures sur les conflits internes au sein du Parti communiste chinois, auquel les communistes indonésiens étaient étroitement associés, et servit à l'aile radicale d'argument supplémentaire contre l'aile modérée. C'est pour poursuivre cette campagne que Mao Zedong appela à l'initiative de la base contre la majorité des dirigeants du Parti, lançant ainsi la Révolution culturelle. Il y eut donc une relation directe entre l'échec externe de la politique nationaliste du communisme, tragiquement confirmé en Indonésie, et l'un des développements internes les plus importants du communisme chinois.

La Révolution culturelle dépassa très vite les limites dans lesquelles Mao avait voulu la placer. Non contente de mener une campagne politique contre l'aile modérée du Parti, elle entama une campagne sociale contre les héritiers du mandarinat, qui continuaient à occuper les postes de direction dans les entreprises, les universités et l'État. La même subordination des travailleurs aux classes dirigeantes autochtones qui avait conduit à la catastrophe en Indonésie était maintenant critiquée en Chine. La Révolution culturelle visait à poursuivre la lutte des classes dans un pays où le Parti communiste était au pouvoir et où les principaux moyens de production étaient la propriété de l'État, et tentait à cette fin de disputer aux gestionnaires¹⁸ le monopole de la culture et des connaissances techniques. À ce stade précoce,

¹⁶ Saïd Mohammedi (1912-1994): militant au sein de l'Etoile nord-africaine, puis du Parti du peuple algérien de Messali Hadj dans les années 1930, il s'engage dans la Wehrmacht en 1941, puis rejoint la Légion arabe libre en Autriche avant de servir dans le bataillon germano-arabe en Grèce. Il effectue des missions de parachutage pour les services secrets de l'Abwehr, en Yougoslavie et en Algérie où il est arrêté en 1944 alors qu'il est censé préparer un soulèvement nationaliste. Libéré en 1952, il devient colonel responsable de la Wilaya III du FLN, et ordonne le massacre de 350 hommes, majoritairement des civils, en représailles contre le MNA, mouvement nationaliste concurrent. Il sera ensuite chef d'état-major de l'Armée de libération nationale, député et vice-président de la République algérienne. A la fin des années 1980 il soutient publiquement le Front islamique du salut. Un parcours «exemplaire» !(NdT).

¹⁷ Légion des volontaires français contre le bolchevisme: association soutenue par les partis pronazis sous Pétain, le RNP, le PPF et le MSR, mais aussi par des dirigeants du Parti national breton ainsi que par une pléiade de personnalités (ecclésiastiques, académiciens, écrivains). Les éléments désireux de se battre avec les Allemands et jugés aptes (5 800) seront intégrés dans la Division SS Charlemagne. On en retrouvera un certain nombre à l'origine et à la direction du Front national, en 1972, dont comme Victor Barthélémy, Pierre Bousquet et André Dufraisse (NdT).

¹⁸ Pour João Bernardo, *«le capitalisme est, depuis son origine, un système qui articule trois classes : la classe bourgeoise et la classe des gestionnaires, toutes deux constituant les classes capitalistes, et la classe prolétarienne. [...] Les gestionnaires sont donc, à mon avis, l'élément de continuité sociale entre les*

l'aile la plus radicale de la Révolution culturelle proposa de démanteler l'appareil gouvernemental et de réorganiser la Chine sur le modèle de la Commune de Paris, en la transformant en une fédération de communes. Mao Zedong, cependant, ne voulait pas permettre que la base politique de la bureaucratie communiste soit contestée. Il demanda l'intervention de l'armée, et de véritables batailles rangées eurent parfois lieu entre les militaires et l'aile radicale de la révolution culturelle. Le triomphe de l'armée entraîna un vaste encadrement militaire de la jeunesse, dans ces défilés de milliers et de milliers de jeunes gens impeccablement alignés et brandissant le petit livre rouge, qui dans l'imaginaire d'aujourd'hui résumant à tort un processus très divers. Une fois l'ordre rétabli, la faction de Mao se retrouva sans base de soutien, parce que l'extrême gauche avait été vaincue et que, de toute façon, elle avait perdu confiance en Mao, et parce que les modérés ne lui pardonnèrent jamais son appel à l'intervention des masses dans les affaires internes du parti. La situation actuelle de la Chine est le résultat des zigzags d'un processus que l'effondrement du communisme nationaliste en Indonésie contribua à déclencher, rétablissant finalement la prédominance de la géopolitique, avec un système mixte de capitalisme d'État et d'entreprises privées, organisé dans un cadre strictement nationaliste et visant l'expansion internationale non pas en s'appuyant sur les luttes sociales mais sur les mécanismes du marché.

Le nationalisme des partis communistes officiels liquida le communisme en tant qu'expression de la lutte des classes et brouilla en même temps la ligne de démarcation avec les héritiers du fascisme. Depuis lors, les partis communistes ont soit disparu, soit ils subsistent en tant qu'alliés mineurs des régimes nationalistes. Le cas de l'Afrique, où l'internationalisation du capital avait désintégré les empires coloniaux, est particulièrement significatif, puisque les capitaux originaires des grandes métropoles occidentales n'avaient pu empêcher la pénétration de capitaux extérieurs à chaque espace colonial. Pourtant, même dans ce contexte, où la dynamique était dictée par l'internationalisation de l'économie et où les États, nés après la conférence de Berlin de 1884-1885, étaient dénués de base culturelle propre, les communistes choisirent de se confondre avec les nationalistes et apportèrent leur soutien aux élites autochtones. Paradoxalement, les indépendances africaines facilitèrent une avancée de l'internationalisation du capital, ce qui permet de comprendre leur échec complet et l'échec subséquent des communistes. Et en Afrique du Sud, le seul pays africain où un parti communiste avait du poids, son attachement indéfectible à l'ANC le priva de toute expression propre.

L'Amérique latine illustre un autre cas où le communisme se dilua dans le nationalisme au point de perdre son identité idéologique ou même organisationnelle, et où le protectionnisme économique d'inclinaison marxiste s'articula également avec une certaine tradition fasciste. Après la Seconde Guerre mondiale, le résultat le plus significatif de cette convergence fut la Commission économique pour l'Amérique latine, la CEPAL, dirigée par [l'Argentin] Raúl Prebisch et [le Brésilien] Celso Furtado, entre autres. Il m'est impossible de développer cette perspective d'analyse ici, et je l'évoque avant tout pour inciter les lecteurs qui veulent la poursuivre par eux-mêmes à commencer par étudier l'idéologie développementaliste de la CEPAL. Il leur sera alors plus facile de comprendre pourquoi, aujourd'hui, dans toute l'Amérique centrale et du Sud, les thèmes de la croissance économique, du nationalisme et du marxisme sont toujours d'actualité. Au Brésil, les racines du problème sont encore plus profondes, parce que le *tenentismo*¹⁹, dans sa vocation à moderniser la société et l'économie brésiliennes, a constitué le cadre dans lequel furent engendrés le fascisme de Getúlio Vargas²⁰ et le communisme de Luis Carlos

capitalistes, puisque cette classe capitaliste se renforce avec le développement du mode de production.» («Les gestionnaires : développement historique et unification d'une classe» (1984), à paraître très bientôt sur ce site.) [NdT.]

¹⁹ Ce terme désigne l'ensemble des rébellions militaires auxquels participèrent des officiers subalternes, notamment les lieutenants (*tenentes* en portugais) dans les années 1920. Ces rébellions qui éclatèrent notamment en 1922, 1924 et 1926 accrurent la politisation des jeunes soldats qui étaient mécontents de la situation économique, sociale et politique du Brésil. Ces mouvements aboutirent notamment à la Révolution de 1930 qui mit fin à la Première République (NdT).

²⁰ Getúlio Dorneles Vargas (1882-1954) est le type même du politicien populiste latino-américain, comme Péron en Argentine ou Cardenas au Mexique dans l'entre-deux-guerres. Avocat, député, puis gouverneur, il appartenait à une famille de grands propriétaires fonciers. Il dirigea la révolte armée qui renversa le président Washington Luís en 1930. De 1930 à 1934, il gouverna le Brésil dans le cadre d'un gouvernement provisoire ; de 1934 à 1937, il fut élu président par le Congrès national du Brésil ; puis il instaura sa dictature de 1937 à 1945 dans le cadre de l'*Estado novo* ; enfin, il fut de nouveau élu à la présidence de 1951 à 1954 avant de... se suicider. Sa popularité tient au fait qu'il institua le salaire

Prestes²¹. Le développementalisme, le fascisme et le communisme naquirent comme des jumeaux au Brésil, et jusqu'à aujourd'hui, l'extrême gauche brésilienne, même celle qui se prétend internationaliste, n'a pas été capable de se défaire de ce lourd héritage.

Dans le tiers monde, les partis communistes purent être utiles durant la lutte pour l'indépendance et pendant la phase de construction de l'État national, mais lorsqu'ils se révélèrent inutiles, les bourgeoisies et technocraties nationales n'hésitèrent à les démanteler et à tuer ou emprisonner leurs membres. Et pourtant, les partis communistes insistèrent pour adopter une orientation nationaliste. Historiquement, lorsqu'une erreur se répète, cela signifie qu'elle n'est pas une erreur et qu'elle correspond aux intérêts sociaux. Ceux qui, nombreux, continuent aujourd'hui à confondre la lutte contre l'oppression extérieure subie par un peuple donné avec le soutien aux dirigeants politiques réactionnaires qui cherchent à contrôler ce peuple à l'intérieur, transposent une fois de plus la lutte de classe au niveau national. Ils le font également en soutenant tout régime qui s'oppose au gouvernement des États-Unis, même si ces régimes répriment les travailleurs et massacrent les communistes locaux. Bien sûr, certains individus peuvent être inattentifs, trompés et/ou mal informés. Mais il faut être très distrait pour ne pas faire le rapprochement entre «a» et «b» et pour oublier aussi systématiquement les leçons de l'histoire. Les partisans du communisme nationaliste veulent, tout simplement, détourner les travailleurs de la lutte de classe et construire un État dans lequel toutes les classes dominantes du pays se retrouvent – et où il y a surtout de la place pour elles.

João Bernardo, 3 juin 2009

(<https://passapalavra.info/2009/06/6275/>)

minimum, les congés payés, la limitation de la durée du travail, etc. Cela ne l'empêcha pas d'interdire les grèves et les partis politiques, d'imposer un syndicat unique corporatiste et une censure féroce, et d'emprisonner ses opposants. Afin de créer une industrie nationale, il nationalisa les mines, créa une industrie sidérurgique d'État, développa le système bancaire à l'échelle nationale, ainsi que les infrastructures de transport de façon à créer un marché national (*NdT*).

²¹ Luiz Carlos Prestes (1895-1990) : ingénieur ferroviaire, puis capitaine, en 1925, il emmène 1 500 hommes dans une «longue marche» (25 000 km) – antérieure donc à celle de Mao en 1934 – qui lui fait découvrir toute la misère et la pauvreté du pays, mais se termine par un échec total en 1927, même s'il put limiter les pertes en menant une guerre de mouvement. Réfugié en Bolivie, puis en Argentine, il entre en contact avec des militants staliniens qui essaient de le recruter car c'est un personnage prestigieux. Invité par d'autres lieutenants nationalistes à participer la révolution de 1930, il refuse d'y participer. Il est invité à Moscou pour y travailler et acquérir une formation politique, puis revient au Brésil pour préparer la lutte armée en 1934. Arrêté en 1935, il passe près de dix ans en prison, pendant que sa femme, juive allemande, enceinte, est envoyée par Vargas aux nazis en 1936. Elle meurt dans un camp de concentration après avoir accouché de sa fille en prison. En 1943, Prestes décide que le Parti communiste doit soutenir Vargas, quand celui-ci choisit le camp des Alliés. Libéré après la guerre, Prestes devient sénateur et secrétaire général du Parti communiste du Brésil. Après le coup d'État de 1964, il milite dans la clandestinité pendant sept ans puis s'exile en URSS, et revient dans son pays en 1979, où il continue ses combats politiques. Jorge Amado lui a consacré un livre dithyrambique *Le Chevalier de l'Espérance* (1942) et Prestes reste une légende au Brésil, à tel point que l'armée l'a promu colonel, puis même général à titre posthume (*NdT*).